

N°1494

du 23
Novembre
2021



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

GUERRE DU SOJA AU TOGO ^(P.6)

Entre le Conseil interprofessionnel et les 3 types de spéculateurs, qui va la gagner ?

CASCADE DE WOME

Le site en travaux d'aménagement reçoit la visite de Dogbè

P.6

RAGE CANINE

Vaccination gratuite des animaux domestiques pour la campagne 2021 afin d'en diminuer l'incidence et protéger l'homme

P.7

INSECURITE ALIMENTAIRE

Le Togo dans un programme régional de résilience de la Banque mondiale

P.4

^{P.3} PROJETS URBAINS BAS CARBONE ET RÉSILIENTS

Bientôt un Centre de déchets plus vert à Lomé

Près de 800.000 tonnes de déchets déjà enfouis au CET d'Aképe en 3 ans

Au Togo, le territoire du Grand Lomé compte en ce jour 2 millions d'habitants et produit chaque année 300 000 tonnes d'ordures ménagères. La gestion des déchets est un des enjeux majeurs de l'urbanisation. Chaque citoyen de Lomé génère un peu plus de 200 kg d'ordures ménagères par an, selon les données. Les collectivités formant le Grand Lomé doivent ainsi faire face à la gestion de plus de 300 000 tonnes de déchets par an. Et l'effort sera sans cesse croissant avec l'accroissement de la population. D'autant qu'au Centre d'enfouissement technique (CET) d'Aképe, près de 800.000 tonnes de déchets ont été déjà enfouis depuis son inauguration le 25 avril 2018, d'après le District autonome du Grand Lomé.

C'est dans ce cadre que CICLIA, une facilité lancée en 2017... envisage d'accompagner Lomé... L'étude de CICLIA accompagne les services municipaux et propose des solutions dans le cadre de la future extension du Centre d'enfouissement technique (CET) d'Aképe, au sortir nord-ouest de Lomé, pour améliorer l'exploitation du site et atténuer son impact sur le climat, pour ce qui est du Togo...



Centre d'enfouissement technique d'Aképe (Image : DAGL)

CONSTRUCTIONS-RÉHABILITATIONS DE BÂTIMENTS SCOLAIRES

P.4

Avec près de 744 millions FCfa, Kokoroko lance la phase active dans toutes les régions

Formation

Master class : construire un projet artistique professionnel

Prendre confiance en son identité et en son projet artistique, libérer sa créativité au service d'un projet professionnel, se doter d'un projet construit, attractif et présentable: tels sont les objectifs de la Master class pour artistes au Togo organisée par

l'Agence ARA (Tcha Tcha) grâce au soutien de l'Institut français et de la Maison Blanche Togo.

Il se déroulera en deux phases, du 23 au 26 novembre 2021 sur le Plateau de Danyi (Togo) puis en décembre à Lomé. L'atelier

délocalisé de quatre jours sera suivi d'une rencontre avec des professionnels où les leçons apprises seront directement mises en œuvre. Huit artistes de toutes disciplines confondues, trois facilitatrices et des intervenants prestigieux à distance

constituent le mélange prometteur qui fera jaillir le talent artistique du Togo.

23 NOV. / 26 NOV. - KPLALIMÉ
MASTER CLASS : CONSTRUIRE UN PROJET ARTISTIQUE PROFESSIONNEL

Spectacle

La rue bleue de Sédjro Giovanni Houansou, par Alougbine Dine

Bouleversé par l'univers poétique de l'auteur Sédjro Giovanni Houansou, lauréat du prix RFI théâtre 2018, Alougbine Dine, metteur en scène béninois de renom, directeur de l'École Internationale de Théâtre du Bénin, décide de mettre en scène au sein même de son école, ce puissant texte théâtral "La Rue bleue", grand prix littéraire du Bénin en 2019.

Dans "La rue bleue", Sédjro Giovanni Houansou plante le décor : la nuit et un lieu hostile, ten-



dance et ambiance koltésienne garanties pour nous dire le mal de vivre des laissés-pour-compte. Il va imaginer une crevasse de pneus

d'un véhicule au milieu de cette nuit, dans ce lieu hors du temps...

Finaliste 2017 du prix RFI Théâtre, "La rue bleue" a bénéficié en 2016 d'une résidence à la Chartrreuse de Villeneuve-lès-Avignon et du dispositif de la bourse Odyssée du réseau des Centres Culturels de Rencontre.

26 NOV. / 20H | SCÈNE JIMI HOPE | ENTRÉE : 2000 FCFA | PLACES LIMITÉES SUR RÉSERVATION AU 22 53 58 00 - LOMÉ

Adaptation

L'Incal de Moebius et Jodorowsky sera adapté au cinéma par Taika Waititi

Le groupe Humanoids, présent en France avec les éditions Les Humanoïdes Associés et La Boîte à Bulles, ainsi que le magazine Métal Hurlant, lève le voile sur un grand projet : son best-seller mondial de science-fiction, L'Incal, va être adapté pour la première fois en long-métrage par le scénariste, réalisateur et acteur Taika Waititi.

Lauréat d'un Oscar pour son film Jojo Rabbit, Waititi écrit lui-même le scénario du film avec ses complices Jemaine Clement et Peter Warren. C'est le point de départ de nombreuses incursions de Humanoids prévues dans la production cinématographique et télévisuelle.

"Les films et les bandes dessinées d'Alejandro Jodorowsky m'ont influencé, moi et tant d'autres, depuis très longtemps. J'ai été sidéré d'avoir l'opportunité de donner vie à ses personnages emblématiques et je suis reconnaissant à Alejandro, Fabrice [Giger] et tout le monde chez HUMANOIDS de m'avoir accordé leur confiance pour cela", a déclaré Waititi.

Créé par le cinéaste et scénariste franco-chilien Alejandro Jodorowsky et l'artiste français Moebius (1938-2012) au début des années 1980, L'Incal est considéré comme un chef-



d'œuvre de la bande dessinée. Il fait aussi partie des bandes dessinées de science-fiction les plus vendues dans le monde. Ce roman graphique est la base du Jodoverse, qui englobe des bandes dessinées à succès telles que La Caste des Méta-Barons ou Megalex. Un nouvel album issu du Jodoverse sortira le 17 novembre 2021 : Kill Tête-de-Chien,

cosigné par Brandon Thomas (scénario) et Pete Woods (dessin).

L'Incal est un space opera mystique dont le héros, un minable détective privé nommé John Difool, découvre par hasard un artefact ésotérique connu sous le nom d'Incal. L'objet de grande puissance est convoité par de nombreuses factions à travers la galaxie. Accompagné d'une équipe hétéroclite mais fabuleuse, John Difool se lance à contrecœur dans la mission improbable de sauver l'univers. Sa saga devient un voyage spirituel questionnant la dualité de la vie et de la mort et le sens de l'existence.

Prix

Anne Berest remporte le Renaudot des lycéens 2021

Le 30e prix Renaudot des lycéens a été décerné, jeudi 18 novembre, à Anne Berest pour La carte postale, paru chez Grasset. Elle a été élue par un jury composé de plus de 300 lycéens de 13 établissements de la Nouvelle-Aquitaine.

Dans son dernier roman, l'écrivaine revient sur son passé familial. En 2003, elle reçoit une carte postale anonyme sur laquelle sont notés les prénoms des grands-pa-

rents de sa mère, de sa tante et de son oncle, morts à Auschwitz en 1942. Elle enquête pour découvrir l'auteur de cette missive et plonge dans l'histoire de sa famille maternelle, les Rabinovitch, et de sa grand-mère Myriam qui a échappé à la déportation.

Finaliste du Renaudot et du Flore pour Les patriarques (Grasset, 2012), Anne Berest a reçu les Prix Grands destins 2017 et Grand prix



de l'héroïne de Madame Figaro 2018 pour Gabrièle (Stock), co-écrit avec sa sœur, Claire Berest. La Carte postale est l'un des romans

de la rentrée à avoir très rapidement percé dans les meilleures ventes, dès sa parution. Il s'est écoulé à ce jour à plus de 50 000 exemplaires.

Le prix Renaudot des lycéens a été créé en 1992 à l'initiative des Amis de Théophraste Renaudot. L'an dernier, il avait été décerné à Jean-René Van der Plaetsen pour Le métier de mourir, paru chez Grasset.

Insolite

Un mystérieux voleur de livres sévit dans toute l'Allemagne

Voler n'est pas lire, assureraient Diogène le cynique, qui repoussa Alexandre le Grand, cacheur de soleil. Or, les éditions germaniques Diogene Verlag se retrouvent malheureuses victimes d'un voleur de livres en série. Le mystérieux individu opère depuis maintenant plusieurs années avec une arnaque qu'il sert à chaque fois aux librairies allemandes mystifiées.

Si Diogene Verlag a ses faveurs, d'autres maisons en sont déjà victimes. L'intérêt Revendre les ouvrages à d'autres librairies.

C'est un homme grand et athlétique, environ la quarantaine, chauve, d'apparence européenne, au teint

foncé. Il est toujours habillé avec élégance. Il porte un manteau épais en hiver et un trench-coat en été, nous apprend le Börsenblatt. Les libraires victimes de l'individu expliquent qu'il se présente sous le nom d'Urban.

De nombreux libraires à travers l'Allemagne ne cessent d'informer leurs collègues du groupe privé Facebook Buchhandelstreff de la visite potentielle d'un voleur très particulier. Il aurait déjà dérobé ou échangé des livres dans la librairie Blattgold de Munich-Moosach pour au moins la cinquième fois. La colère des libraires est réelle, comme celle de Vera Kahl, de la li-

brairie bavaroise.

La librairie rapporte sa technique: il pose ses affaires bien en vue, "comme s'il était à la maison" afin d'avoir les mains libres. Car oui, il emporte également avec lui à chaque fois un sac de voyage, une mallette ou une valise. Son tour de la boutique serait tout aussi étrange: il se promènerait partout dans la boutique. Tournerait négligemment les pages dans les livres, tout en recherchant autour de lui les coins difficiles à surveiller. Vera Kahl, de par son expérience, en est certaine: "Aucun client normal ne se comporte comme ça."

Dans la deuxième partie de l'arnaque, il occupe le personnel avec des questions fastidieuses, et parfois, il commande même un titre sous un nom erroné. La dernière fois qu'il a rendu visite à Vera Kahl, il a demandé un livre illustré de littérature fantasy, puis une liste de tous les titres en anglais de Dan Brown. "Il voulait s'assurer qu'il avait tout lu", rapporte-t-elle. "Pendant que je faisais des recherches sur l'écran et que j'imprimais la liste, il a rangé le livre sous sa veste. Entre-temps, il a eu une conversation détendue avec moi", explique-t-elle encore.

Actualite.com

AZIMUTS INFOS

Vie extraterrestre : la Nasa propose une nouvelle échelle pour la confirmer

Une forme de vie extraterrestre a-t-elle réellement été découverte ? C'est ce qu'une échelle imaginée par des chercheurs de la Nasa pourrait nous aider à mieux comprendre. Car, alors que "notre génération pourrait être celle qui découvrira la vie au-delà de la Terre, ce potentiel s'accompagne d'une certaine responsabilité."

Une forme de vie extraterrestre a été découverte. Cette annonce, nous l'attendons tous. Peut-être un peu trop, parfois. Au point de prendre nos rêves pour des réalités. Certes, l'humanité n'a jamais été aussi proche de trouver des preuves que la vie peut exister ailleurs que sur la Terre. Mais gare aux sirènes du sensationnalisme. Des chercheurs de la Nasa appellent aujourd'hui à l'ouverture d'un dialogue destiné à mieux cadrer les pratiques dans le domaine.

Dans un article publié dans Nature, ils proposent la mise en place d'une échelle à sept niveaux, symbolisant la complexité de la tâche et menant jusqu'à la réponse à LA question : "Sommes-nous seuls ?" Cette échelle, ils l'ont baptisée Confidence of Life Detection ou échelle CoLD, pour "degré de confiance de détection de la vie". Et ils l'ont imaginé un peu comme une autre échelle utilisée à la Nasa, celle qui permet aux ingénieurs d'évaluer dans quelle mesure une technologie est prête. Ainsi l'héliocoptère martien Ingenuity a commencé au bas de l'échelle, comme une simple idée. Puis le projet s'est développé jusqu'à prendre vie sous forme de composants rigoureusement testés et d'engin capable de voler à la surface de Mars.

Les astronomes de la Nasa souhaitent ainsi sortir de la vision duale de la problématique qui semble s'être installée dans l'esprit du public. "Nous avons fait croire qu'il n'y avait que deux options : c'est la vie ou ce n'est pas la vie. Cela a mené à de nombreuses allégations de détection de vie qui se sont ensuite révélées hâtives", explique Mary Voytek, responsable du programme d'astrobiologie à la Nasa, dans un communiqué. "La réalité, c'est que chacune de nos découvertes s'appuie sur la précédente. Dans un contexte non définitif dans lequel les fausses pistes font partie du processus. "Trouver la preuve que de l'eau a coulé sur Mars, cela montre que la Planète rouge a pu autrefois soutenir la vie. Sans pour autant signifier nécessairement qu'une forme de vie y ait réellement vécu. C'est ce que les chercheurs ont besoin de faire comprendre au public, pour l'emmener dans leur long voyage et partager plus justement l'enthousiasme de leurs découvertes.

De la vie sur Mars ?

Au niveau 1 de l'échelle proposée par les chercheurs de la Nasa pourrait ainsi correspondre à la découverte d'indices d'une signature de la vie. Comme si une molécule potentiellement liée à la vie était mise à jour sur Mars. Pour passer au niveau 2, les scientifiques devraient s'assurer que la détection n'est pas influencée par des instruments potentiellement contaminés sur Terre. Le niveau 3 ne pourrait être atteint que si la découverte est faite dans un environnement propice, tel qu'un ancien lit de rivière ou de lac. Un peu comme le cratère Jezero dans lequel évolue actuellement le rover Perseverance à la surface de la Mars.

Pour s'élever sur le niveau 6, il faudrait que différentes équipes puissent valider les preuves avec une variété d'instruments. C'est ce qui pourrait être fait avec les échantillons prélevés sur Mars par Perseverance une fois qu'ils auront été ramenés sur Terre. Mais atteindre le niveau 7 ne se ferait pas sans l'envoi vers la Planète rouge d'une mission supplémentaire en quête de confirmation. Car "atteindre le plus haut niveau de confiance nécessite la participation de la communauté scientifique au sens large", indique les chercheurs de la Nasa.

Et pour des traces de vie en dehors du Système solaire ?

Cette échelle est aussi destinée à servir de cadre pour la recherche de vie sur des planètes en dehors de notre Système solaire. Les astronomes soulignent qu'une première étape pourrait consister en la découverte d'oxygène dans l'atmosphère d'une exoplanète. Mais des processus géologiques peuvent aussi être à l'origine de la formation d'oxygène. Ainsi pour passer au niveau 2 de l'échelle, les chercheurs devront montrer que le signal n'est pas contaminé par la lumière réfléchiée par la Terre d'une part et écarter l'explication géologique par une étude poussée de la chimie de l'atmosphère d'autre part. Trouver à la fois de l'oxygène et du méthane pourrait permettre de se positionner sur le niveau 4. Car, sans source biologique, les deux gaz s'annuleraient.

En conclusion, les astronomes de la Nasa soulignent qu'il ne s'agit pas d'une "course vers le haut", mais bien d'une invitation à consolider les travaux de base avant d'espérer enfin annoncer la détection d'une forme de vie ailleurs que sur Terre. "Avec chaque mesure, nous en apprenons plus sur les processus planétaires biologiques et non biologiques, indique Mary Voytek. La recherche de la vie au-delà de la Terre nécessite une large participation de la communauté scientifique et de nombreux types d'observations et d'expériences. Ensemble, nous pouvons être plus forts dans nos efforts pour rechercher des indices indiquant que nous ne sommes pas seuls."



Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme

Guillaume BOGLA

Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

PROJETS URBAINS BAS CARBONE ET RÉSILIENTS

Bientôt un Centre de déchets plus vert à Lomé

Jean AFOLABI

Au Togo, le territoire du Grand Lomé compte en ce jour 2 millions d'habitants et produit chaque année 300 000 tonnes d'ordures ménagères. La gestion des déchets est un des enjeux majeurs de l'urbanisation. Chaque citoyen de Lomé génère un peu plus de 200 kg d'ordures ménagères par



an, selon les données. Les collectivités formant le Grand Lomé doivent ainsi faire face à la gestion de plus de 300 000 tonnes de déchets par an. Et l'effort sera sans

cesse croissant avec l'accroissement de la population. D'autant qu'au Centre d'enfouissement technique (CET) d'Aképé, près de 800 000 tonnes de déchets ont été déjà enfouis depuis son inauguration le 25 avril 2018, d'après le District autonome du Grand Lomé.

C'est dans ce cadre que CICLIA, une facilité lancée en

et une vingtaine (20 à 25) de villes d'Afrique subsaharienne dans la préparation de projets urbains bas carbone et résilients. L'étude de CICLIA accompagne les services municipaux et propose des solutions dans le cadre de la future extension du Centre d'enfouissement technique (CET) d'Aképé, au sortir nord-ouest de Lomé, pour améliorer l'exploitation du site

tance technique dans tous les secteurs de la ville durable pour aider les collectivités locales d'Afrique subsaharienne à élaborer des projets contribuant à lutter contre le changement climatique.

Budget : 12,41 millions d'euros (dont 10,5 millions d'euros affectés au financement d'études et à l'assistance technique). **Localisation** : pays éligibles à l'aide publique au développement (CAD) de l'OCDE en Afrique subsaharienne. **Durée** : fonds de la facilité disponibles jusqu'à décembre 2022. **Les secteurs d'intervention de la ville durable** : déchets solides, éclairage public, mobilité durable, efficacité énergétique, réseaux urbains, planification/organisation urbaine (quartiers précaires, berges, etc.), gestion des catastrophes naturelles, gestion de l'eau en milieu urbain, etc.

La facilité CILCIA a pour but



Centre d'enfouissement technique d'Aképé (Image : DAGL)

de : planifier et concevoir des infrastructures urbaines sobres en émissions de carbone et résilientes aux effets du changement climatique ; maximiser les co-bénéfices climatiques des projets urbains ; diffuser et décliner les stratégies climatiques nationales et locales en investissements concrets au bénéfice des territoires ; renforcer les capacités des gouvernements locaux à mettre en œuvre des projets urbains sobres et résilients. **Les porteurs de projets éligibles** : CILCIA s'adresse aux collectivités locales, États ou agences d'exécution mixte, sociétés de développement local, etc.

CILCIA dispose de trois types d'appuis : **Composante 1** : appui à l'élaboration de stratégies climat locales (bilan/empreinte carbone du territoire, stratégie intégrée) et diagnostics de vulnérabilité aux risques climatiques. **Composante 2** : appui à la mise en œuvre opérationnelle des stratégies de développement urbain intégrant les enjeux climatiques et conception de projets urbains à co-bénéfices climat (études de pré-faisabilité ou faisabilité, études complémentaires sur les impacts du changement climatique, études de conception préliminaires et d'ingénierie d'avant-projet). **Composante 3** : assistance technique à la maîtrise d'ouvrage pour l'exécution des projets financés (sous forme de prestations de conseil, de coopération décentralisée ou de formation, pendant la phase de préparation du projet ou le début de sa mise en œuvre).

Procédure pour obtenir un appui CILCIA : Le porteur de projet bénéficiaire contacte l'agence locale de l'AFD pour discuter du projet et de son futur financement. L'agence locale AFD ainsi qu'un chef de projet AFD rédigent une note de concept (4 pages) présentant synthétiquement le contexte, le futur projet et les besoins en études. Le secrétariat CILCIA soumet la

note de concept au comité de pilotage CILCIA (constitué de l'Union européenne, du SECO et de l'AFD) pour avis. Après avis positif du comité de pilotage CILCIA, l'AFD monte le dossier d'appel d'offres pour sélectionner le prestataire en charge de l'assistance technique. Le contrat est signé entre l'AFD et le prestataire. La supervision de l'assistance technique est gérée en étroite collaboration entre l'AFD et le porteur de projet bénéficiaire. Le paiement du prestataire est géré par l'AFD.

On estime que les villes concentrent aujourd'hui la moitié de la population nationale, sociétés d'économie mixte, sociétés de développement local, etc. Elles sont aussi particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique présents et futurs du fait de leur localisation souvent en zones côtières ou fluviales et de leur exposition à la montée des eaux et aux événements météorologiques extrêmes.

De par leurs compétences dans les domaines du foncier, de l'urbanisme, des transports, de l'inclusion sociale et économique ou encore de la gestion des ressources et des déchets, les villes ont un rôle crucial à jouer dans la réduction des émissions de GES. On pense ainsi que 50 à 80% des mesures nécessaires d'adaptation sont ou vont être mises en place à l'échelle locale : les villes sont donc un acteur clé de la résilience aux effets du changement climatique. Depuis la COP21 et son «agenda des solutions», leur rôle s'est renforcé. Pour rendre leurs politiques publiques urbaines compatibles avec la lutte contre le changement climatique, mais aussi définir des trajectoires de développement et d'aménagement moins émissives, les villes élaborent aujourd'hui des stratégies climat territoriales, appuyées par de nombreux partenaires du développement (réseaux de villes, fondations, bailleurs).

A la fin d'un symposium auquel le Togo a pris part

Des recommandations pour soigner le café africain

Late Pater

Initié en 2013 dans le but d'impliquer le secteur privé et l'amener à faire des contributions, comme un acteur clé des réunions annuelles autour de l'industrie du café, le Symposium sur le café africain était à son 9^{ème} rendez-vous, du 16 au 19 novembre 2021 à Kigali. En même temps que la 14^{ème} réunion semestrielle du Réseau africain de recherche sur le café et la 61^{ème} Assemblée générale annuelle de l'Organisation interafricaine du café (OIAC). Au nom du Togo, en tant que secrétaire général du Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC, structure créée pour assurer les missions de supervision de la commercialisation du café et du cacao et de coordination des activités liées à ces deux filières au Togo), Enselme Gouthon a activement participé aux débats, avec son autre casquette de président de l'Agence des cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM).

Dans la capitale rwandaise, les 25 pays-membres de l'OIAC, pour le compte de ce 9^{ème} Symposium, ont refait le constat que la chaîne de valeur du café africain est confrontée à de défis à relever en urgence dans l'intérêt des parties prenantes du secteur. Ce faisant, gouvernement et secteur privé, y compris les jeunes et les femmes, devraient être impliqués dans la réorganisation et la relance du secteur du café africain. Pour dégager des pistes de solutions à la problématique posée par le thème central «Renforcer la chaîne de valeur café pour un développement durable de l'économie et améliorer le revenu des producteurs africains», les discussions



Enselme Gouthon à Kigali (à droite)

ont été faites en deux panels. Et de l'économie des débats, il ressort, une fois encore, que le café est originaire d'Afrique mais la consommation locale du café africain demeure toujours faible, excepté l'Éthiopie qui consomme presque la moitié de sa production. Cette faible consommation du café s'est aggravée par la pandémie du Covid-19 et ses restrictions sanitaires qui ont entraîné des fermetures des unités de torréfaction, la cessation des mouvements et réunions, et la fermeture de magasins de distribution. Au Togo par exemple, la consommation interne du café localement produit est très marginale, de l'ordre de 2%. Aujourd'hui, pour améliorer la valeur ajoutée et promouvoir la consommation locale (intérieure) du café africain, le premier panel de discussions a retenu que : (i) le processus de la valeur ajoutée devrait refléter une marge bénéficiaire des paysans pour une industrie caféière durable ; (ii) le besoin est vital d'attirer les jeunes dans le secteur du café en leur créant un environnement et des politiques propices, et des facilités de finance-

ment, avec un focus sur la promotion des produits locaux ; (iii) il est important pour les gouvernements d'avoir une politique indulgente du café qui inclut particulièrement des objectifs de promotion de la transformation de la chaîne de valeur locale, y compris la torréfaction locale, l'emballage, le soutien pour le développement des cafés ; (iv) il sera un atout pour la consommation locale d'habiliter les paysans et de faciliter leur participation à la valeur ajoutée ; (v) il y a lieu d'éduquer les acteurs à améliorer la qualité, ce qui va pousser la consommation locale ; (vi) enfin, les gouvernements ont besoin de créer des politiques et des dispositions qui découragent l'importation du café dans les pays africains.

Par ailleurs, l'accès aux ressources pour la production, la protection et le marketing constituent les défis majeurs qui limitent la transformation du secteur du café africain en une vigoureuse et résiliente industrie. La plupart des producteurs de café manquent de ressources. Le second panel a alors débattu des stratégies et opportunités d'accès au

financement dans l'industrie du café. Aussi a-t-il été soutenu, au profit de ces producteurs dont la plupart sont de pauvres paysans, de développer et d'instaurer des systèmes d'appui pour un meilleur accès aux finances.

En somme, comme recommandations, les panélistes consentent qu'il faut créer un fonds de garantie qui régule les chocs de fluctuation du marché et améliorer la consommation locale à travers une politique de prix du café accessible à tous ; prendre en compte les défis du secteur du café y compris le manque du capital investissement et le désengagement du secteur public, la faible organisation des paysans, etc. ; mieux maîtriser le type de financement à fournir aux paysans ainsi que les fonds qui leur sont favorables, identifier les différents besoins et approcher les institutions financières à cette fin ; financer la recherche et le développement ; susciter un solide soutien du gouvernement (en prenant l'exemple du Kenya) ; associer le financement avec d'autres facteurs propices à l'environnement.

CONSTRUCTIONS-RÉHABILITATIONS DE BÂTIMENTS SCOLAIRES

Avec près de 744 millions FCfa, Kokoroko lance la phase active dans toutes les régions

Cette année sera la bonne pour le début des annonces faites il y a un an, quant à la construction et la réhabilitation des bâtiments scolaires. En 2020, à peine a-t-il pris fonction au département des Enseignements primaire, secondaire et technique qu'il a fait l'annonce de construire un certain nombre de bâtiments scolaires et d'en réhabiliter d'autres. Les réalités du terrain ont eu raison de cette envie du ministre Dodzi Kokoroko de mieux faire. D'autres diront que ce n'était qu'un retard à l'allumage puisque pour cette année 2021-2022, le projet prend forme. Le chantier sera lancé incessamment, au plus tard la semaine prochaine sur fonds propre du ministère évalué à près de 744 millions de FCFA. «Ces constructions-réhabilitations sont propres au ministère avec l'accompagnement du gouvernement sur le Fonds de Soutien à l'Éducation. Elles viennent compléter l'aide des PTF et surtout la construction des 30.000 salles de classe dont les travaux de sécurisation du foncier ont démarré avec Dapaong et chuteront sur Kara en décembre 2021.», informe-t-on au ministère des Enseignements.

Eric J.

Le besoin en bâtiments scolaires est une réalité indéniable dans notre pays et ce, dans tous les coins et recoins du territoire. Le corps enseignant et les parents d'élèves en appellent souvent à une réactivité du gouvernement pour doter les préfectures de bâtiments scolaires essentiels afin de réduire les trop longues distances parcourues par les apprenants. Chaque début d'année scolaire cette question fait l'objet de discussions et de revendications même s'il le faut. Le gouvernement s'estime conscient mais reste souvent impuissant devant les réalités économiques et financières du pays, trop de charges dans le secteur. Et pourtant, le budget de l'Éducation ne cesse d'augmenter chaque année. A sa prise de charge à la tête du département, le ministre-enseignant Dodzi Kokoroko a promis à ses pairs de mettre la main à la pâte pour diminuer sensiblement les maux qui minent leur secteur. Cela n'a pas estompé les mouvements d'humeur répétitifs dans le secteur et de nouveaux bras de fer entre le corps enseignant et le gouvernement. A la suite d'une vague de négociation Syndicats d'enseignants-Gouvernement, le ministre rassurait tout le monde en ces termes : «nous sommes le meilleur interlocuteur du secteur. Ensemble avec les collègues enseignants nous ferons de grandes choses...» Ainsi, petit à petit, il s'attaque aux problèmes récurrents du secteur. C'est alors qu'on apprend dans la foulée l'effectivité du projet construction-réhabilitation de bâtiments scolaires dans toutes les régions qui démarre dans quelques jours...sur fonds propres du ministère.

Nouvelles constructions

Ainsi, six (6) nouvelles classes seront construites au niveau du Jardin d'enfants public (JEP), entre autres, la construction d'un bâtiment scolaire de trois salles de classes avec une terrasse et en annexe un bloc latrines au JEP KETAO GENDARMERIE.

Vingt et une (21) classes vont être construites au niveau des écoles primaires publiques (EPP) avec sept (7) bureaux et sept (7) magasins. Dans les détails, on a un bâtiment scolaire de trois salles de classe avec terrasse et bureau magasin à L'EPP ATTIDJIN ; un bâtiment scolaire de trois salles de classe avec terrasse et bureau magasin à L'EPP DEVE ; un bâtiment scolaire de trois salles de classes avec terrasse et bureau magasin à L'EPP KALAKALA ; un bâtiment scolaire de trois salles de classes avec terrasse et bureau magasin à L'EPP AROUNDE ; un bâtiment scolaire de trois salles de classes avec terrasse et bureau magasin à L'EPP N'SANDJABOU-BONDIDO, un bâtiment scolaire de trois salles de classe avec terrasse et bureau magasin à L'EPP PLIGOU/C.

Au niveau des Collèges d'enseignement général (CEG), ce seront au total 12 salles de classe qui seront construites : un bâtiment scolaire de quatre salles de classe avec terrasse au CEG MADJIKPETO ; un bâtiment scolaire de quatre salles de classes avec terrasse au CEG TOME et un bâtiment scolaire quatre salles de classes avec terrasse au CEG TCHOIDE.

Au niveau des lycées, 12 nouvelles classes sont prévues. Un bâtiment scolaire abritant trois salles de classes avec terrasse au

LYCEE SADA et un bâtiment scolaire de trois salles de classes avec terrasse au LYCEE GOUBI sont dans le lot.

Les réhabilitations

Pour causes de vétustés et de dégradations avancées, certains bâtiments scolaires vont être réhabilités. Il en est ainsi de cinq (5) classes, un (1) bureau et un (1) magasin qui seront réhabilités au niveau des JEP (la réhabilitation d'un bâtiment scolaire de trois (03) salles de classes avec bureau-magasin au JEP Sotouboua Centrale et la réhabilitation d'un bâtiment scolaire de deux salles de classe au jardin d'enfants Agoudadé.

54 classes, 10 bureaux et 10 magasins seront réhabilités au niveau des EPP (un bâtiment scolaire de trois salles de classe avec bureau et magasin à L'EPP KPETAB ; un bâtiment scolaire de trois salles de classe avec bureau et magasin à L'EPP Sangbana, et un bâtiment de trois classes à L'EPP Baoulé ; un bâtiment scolaire de trois salles de classe avec bureau et magasin à L'EPP NATENGA, et un bâtiment de trois classes avec bureau et magasin à L'EPP Douane Mango G/A ; un bâtiment scolaire de trois salles de classes avec bureau et magasin à L'EPP KAGHIBARA-B, un bâtiment de trois classes à L'EPP TINDJASSI KATABINI-A et un bâtiment de trois classes à L'EPP KANIAMBOUA-SUD ; un bâtiment scolaire de trois (03) salles de classes sans bureau et véranda à Yao Kopé (Amousses avec terrasse au CEG TOME et un bâtiment scolaire de trois salles de classes sans bureau et véranda à L'EPP Adjreke (Anié) ; un bâtiment scolaire de trois (03) salles de classes avec bureau-magasin à L'EPP Adjigbé (Blitta) ; un bâtiment scolaire de trois (03) salles de classes avec

bureau à L'EPP Djonbekro Akébou, achèvement d'un bâtiment scolaire de trois salles de classes sans bureau à L'EPP Lonfoloko Akébou ; réhabilitation d'un bâtiment scolaire de trois (03) salles de classes à L'EPP Lomnava (Kpalimé) ; réhabilitation d'un bloc administratif à L'EPP Lacs et d'un bâtiment scolaire à L'EPP KANYI KPEDI et la réhabilitation d'un bâtiment scolaire de trois salles de classe avec bureau et magasin à L'EPP BAGUIDA sans oublier la réhabilitation d'un bâtiment scolaire à L'EPP Kpakpalakpènou.

Au niveau des CEG, quinze (15) classes, un (1) bureau et un

(1) magasin vont être réhabilités. Il s'agit de : un bâtiment scolaire au CEG Vogan Ville I ; un bâtiment scolaire de trois (03) salles de classes avec bureau-magasin au CEG Pagala Village et un bâtiment de quatre classes avec bureau et magasin au CEG Bassar ;

Pour les lycées, 11 classes vont connaître un coup de jeunesse. Il s'agit d'un bâtiment scolaire de quatre salles de classes au lycée de Danyi et la réhabilitation des bâtiments scolaires au lycée Attitogon.

Comme on peut le constater, toutes les régions du Togo sont couvertes par cette action du ministère en charge des enseigne-

ments primaires, secondaires et techniques. Elles se poursuivront, selon le département, au fur à mesure des disponibilités financières jusqu'à ce que le grand projet de construction de 30.000 salles de classes devienne une réalité. Le gouvernement poursuit les discussions avec les partenaires techniques et financiers en vue de son achèvement, pour le plus grand bonheur des élèves du Togo.

En rappel, c'est ce mardi que s'achève la tournée de distribution de matériel aux établissements scolaires des écoles primaires, collèges et lycées du Togo.

Réduire l'insécurité alimentaire / Renforcer la gestion des risques agricoles

Le Togo dans un programme régional de résilience de la Banque mondiale

La Banque mondiale lance une intervention programmatique multi-phase de 570 millions de dollars pour améliorer la résilience des systèmes alimentaires, promouvoir les chaînes de valeur intrarégionales et renforcer les capacités régionales de gestion des risques agricoles.

WASHINGTON, 18 novembre 2021 – En Afrique de l'Ouest, quelque quatre millions de personnes vont bénéficier d'un nouveau programme régional multi-phase qui viendra compléter et intensifier les actions en cours pour réduire l'insécurité alimentaire et améliorer la résilience des systèmes alimentaires. Le Programme de résilience des systèmes alimentaires (FSRP selon son acronyme anglais) a été approuvé le 18 novembre 2021 par le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale, pour un montant total de 570 millions de dollars financés par l'Association internationale de développement (IDA).

La première phase du programme, dotée d'un budget de 330 millions de dollars, réunit quatre pays – le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Togo – et trois organisations régionales : la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF). «Ces partenaires vont mettre en œuvre un programme qui permettra d'accroître la productivité agricole grâce à des pratiques climato-intelligentes, de promouvoir les chaînes de valeur et le commerce intra-régional et de renforcer les capacités régionales de gestion des risques agricoles», souligne la Banque mondiale.

«En investissant dans ces domaines et en ciblant des territoires prioritaires et des chaînes de valeur d'envergure régionale, le programme applique une démarche systémique pour stimuler les cycles vertueux de croissance et mettre fin au schéma classique

choc-redressement-choc», explique Chakib Jenane, chef de service au Pôle mondial d'expertise en Agriculture et pratiques alimentaires de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale.

En Afrique de l'Ouest, indique la Banque mondiale, de multiples chocs agricoles ont rendu les aliments plus rares et plus chers et ont aggravé la malnutrition. En 2021, environ 27 millions d'Africains de l'Ouest ont eu besoin d'une assistance alimentaire immédiate en raison de la combinaison de la sécheresse, de la pauvreté, du prix élevé des céréales, de la dégradation de l'environnement, des déplacements contraints, de la faible intégration commerciale et des conflits. Les prévisions inquiétantes relatives à la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes, associées à une productivité agricole qui ne suit pas la croissance démographique, signifient que le développement durable à long terme est menacé.

Selon Jean-Claude Kassi Brou, président de la Commission de la CEDEAO, «Il est plus efficace d'assurer la prévention et la gestion des crises alimentaires au niveau régional pour atténuer, diversifier et transférer les risques de production et permettre des économies d'échelle. Ce programme favorise une plus grande coopération pour garantir la sécurité alimentaire, aujourd'hui et dans le futur, au bénéfice des populations de la CEDEAO».

Outre la modernisation des systèmes régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires, les pays du FSRP et les institu-

tions régionales coopéreront pour renforcer la mutualisation des services d'information agricole et hydrométéorologique, afin qu'ils soient plus accessibles et utiles aux décideurs, agriculteurs, éleveurs et autres acteurs des systèmes alimentaires de la sous-région. Ils collaboreront également au renforcement de la recherche agronomique nationale et régionale et du cadre réglementaire pour la gouvernance des territoires afin d'éviter, de limiter et de pallier la dégradation des terres. En outre, le FSRP facilitera le développement des échanges commerciaux à travers les principaux corridors et soutiendra la création de chaînes de valeur stratégiques au sein des pays participants et entre eux, telles qu'ils les auront définies.

«Ce nouveau programme est conçu de manière à obtenir un impact régional et des progrès de résilience du système alimentaire plus importants que ceux qui pourraient découler de plusieurs investissements nationaux isolés», précise Boutheina Guermazi, directrice Intégration régionale pour l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à la Banque mondiale. Ce sera une véritable plateforme régionale pour créer des synergies avec d'autres initiatives à travers l'Afrique de l'Ouest».

On estime que le FSRP bénéficiera directement à quatre millions de personnes, notamment des agriculteurs (en ciblant tout particulièrement les femmes et les jeunes), des petits producteurs et transformateurs, ainsi qu'à de petites et moyennes exploitations agricoles. Le programme vise également à réduire les inégalités entre les sexes dans l'agriculture et à atteindre au moins 40% de femmes.

Recettes non fiscales pour le secteur maritime

Les 3 objectifs du guichet unique

Le guichet unique des recettes non fiscales du secteur maritime est officiellement créé par le gouvernement togolais, ce 19 novembre 2021. Ce guichet, qui devrait être similaire à celui du commerce extérieur mis en œuvre depuis 2014, va répondre à un triple ob-

jectif. D'abord, proposer un point de paiement unique aux opérateurs en le dématérialisant ; ensuite, s'assurer de l'effectivité de la collecte de plusieurs redevances et amendes ; et enfin, faciliter les analyses en matière de performance portuaire.

Cette mise à jour logistique répond à la politique de la dématérialisation des opérations enclenchée au Port de Lomé et à l'ambition de l'Exécutif togolais de faire de la plateforme portuaire de Lomé un hub logistique continental.

FOOTBALL/QATAR 2022

Kurt Okraku : " Le Ghana défendra sa qualification devant la FIFA "

Le Ghana, visé par une plainte de l'Afrique du Sud, va défendre sa qualification aux barrages de la Coupe du monde 2022 auprès de la Fifa, a déclaré, jeudi, le président de sa fédération de football, Kurt Okraku.

Hervé A.

"Pourquoi la République d'Afrique du Sud (...) devrait-elle penser qu'elle peut manipuler tout le monde pour se qualifier ?" s'est demandé le dirigeant sportif ghanéen lors d'une conférence de presse. "Le Ghana défendra ses droits", rapportent des médias locaux, citant Kurt Okraku.

L'Afrique du Sud, battue par le Ghana, 0-1, dimanche dernier, lors de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la Coupe du monde, a accusé l'arbitre central sénégalais Maguette Ndiaye d'avoir "manipulé" le résultat du match.

Elle accuse le Ghana d'avoir manqué de fair-play lors de la rencontre qui a eu lieu en terre ghanéenne. "C'est la pire équipe sud-africaine que j'ai vue au cours des cinq dernières années", a répondu le président de la Fédération ghanéenne de football (GFA), soutenant que les Bafana Bafana "ne méritent pas

de se qualifier" au Mondial 2022. "Je suis tellement en colère contre leur attitude, et ils sont tellement méprisants...", a ajouté Kurt Okraku.

L'équipe d'Afrique du Sud, en débarquant au Ghana, n'avait pas confiance en elle-même, a-t-il argué, invitant son homologue sud-africain, Danny Jordaan, à dire "la vérité" à ses compatriotes. "Il n'est pas correct que les gens fassent preuve d'autant de mépris envers une nation de football puissante comme le Ghana, cela ne doit pas arriver", s'est indigné le président de la GFA. Il s'est demandé "depuis quand l'Afrique du Sud est (...) devenue une superpuissance du football aux dépens du Ghana".

La commission de discipline de la FIFA va trancher le différend, mardi prochain. Elle a reçu une plainte de l'Afrique du Sud et a demandé à la GFA de fournir les documents nécessaires pour l'arbitrage de cette affaire.



GAISF

Derniers mois avant dissolution

Surprise dans le mouvement sportif international. Moins d'une semaine après l'élection d'un nouveau président, l'italien Ivo Ferriani, l'Association mondiale des fédérations sportives internationales (GAISF) a annoncé à ses membres qu'elle serait bientôt dissoute.

Elle l'a fait la semaine passée par un courrier électronique, où elle explique que la dissolution de GAISF sera effective en mai prochain à l'occasion de l'assemblée générale, prévue dans le

cadre de SportAccord à Yekaterinburg, en Russie. La lettre envoyée à la centaine de fédérations membres de l'instance est signée par Ivo Ferriani, par ailleurs président de la Fédération internationale de bobsleigh et skeleton (IBSF), et membre de la commission exécutive du CIO.

La mort annoncée de GAISF sonne comme une reprise en main de l'ensemble du mouvement sportif, olympique ou non, par le CIO, dont les relations avec l'organisation internationale

n'ont pas toujours été cordiales. Personne n'a oublié la passe d'armes entre Thomas Bach et Marius Vizer, alors à la tête de GAISF, pendant l'édition 2015 de SportAccord à Sotchi. Mais elle pourrait aussi se traduire par l'arrêt définitif de deux rendez-vous sportifs, les Jeux mondiaux urbains et les Jeux mondiaux des sports de combat, initiés par GAISF.

Le premier événement multisport connu depuis sa création une seule édition, disputée 2019 à Budapest. Le

second, créé en 2010, est prévu en 2023 à Riyad, en Arabie saoudite. La disparition des Jeux mondiaux urbains et des Jeux mondiaux des sports de combat ne serait pas regrettée par le CIO. Sans les citer directement, Thomas Bach a souvent pointé du doigt la prolifération d'événements multisports, peu en accord selon lui avec les exigences de développement durable et la nouvelle donne économique de l'Agenda 20+5.

AFCNO

Abakar Djermah à la présidence

Changement de casting à l'Association francophone de comités nationaux olympiques (AFCNO). Réunie en fin de semaine passée en mode virtuel, son assemblée générale s'est dotée d'une nouvelle gouvernance.

L'organisation francophone sera présidée au cours des quatre prochaines

années par Abakar Djermah, le président du Comité olympique tchadien. Il succède à l'Ivoirien Alain Ekra. Filomena Fortes, la présidente du Comité olympique cap-verdien, en a été élue comme 1ère vice-présidente.

Le poste de deuxième vice-présidente sera assuré par une autre dirigeante féminine, la Mauritanienne

Mariam Tall Kane. Jean-Pierre Siutat, le 1er vice-président du Comité olympique et sportif français (CNOSF) en charge des relations internationales, a été élu secrétaire général. Il succède à un autre Français, Denis Massegia, l'ex-président du CNOSF.

Enfin, le Gabonais André Aboughe officiera comme trésorier. "Nous allons

assurer une communication sur toutes les activités qui se font dans les pays francophones", a expliqué Abakar Djermah, le nouveau président, au terme de l'assemblée générale. Créée en 2010, l'AFCNO compte actuellement 47 pays membres issus des cinq continents.

GOLF

Tiger Woods à l'entraînement neuf mois après son accident

Une vidéo de Tiger Woods à l'entraînement, la première de l'Américain un club de golf à la main neuf mois après son accident de voiture en Californie, a été publiée dimanche sur son compte Twitter officiel, avec comme seul commentaire "Progrès en cours".

Cette vidéo ne dure que quelques secondes, avec Tiger vu de dos qui frappe tranquillement un coup de fer, devant un seau de balles, sur un practice de golf dont la localisation n'est pas précisée.

Cette image a immédiatement suscité plusieurs milliers de réactions de fans, car Tiger compte 6,5 millions d'abonnés sur Twitter. Certains observateurs ont annoncé après son accident qu'il aurait du mal à rejouer un jour au golf au plus haut niveau.

Justin Thomas, joueur professionnel et ami de Tiger Woods, s'est immédiate-

ment réjoui de ce retour au practice de celui considéré comme l'un des meilleurs joueurs de golf de tous les temps. Juste après avoir assuré sur Twitter combien il appréciait la passion montrée dimanche par Rory McIlroy sur le circuit européen, Thomas a ajouté, en partageant la vidéo de Woods: "mais je pense que j'aime encore plus ça".

Justin Thomas avait récemment jugé probable dans un podcast le retour sur les greens de Tiger Woods. "Je sais qu'il va essayer", avait-il déclaré. "Mais, avait-il ajouté, je ne le vois pas rejouer s'il ne peut pas bien jouer."

Le timing de cette vidéo n'est pas étonnant: la Fondation Tiger Woods (TGR Foundation) vient de fêter ses 25 ans, le 18 novembre, et un tournoi de bienfaisance qu'il organise aux Bahamas, le Hero World Challenge, est prévu début décembre avec 20 invités parmi les meilleurs joueurs du monde, dont ses



compatriotes Collin Morikawa, Justin Thomas et Bryson deChambeau.

Le 23 février, Woods conduisait sa voiture à une vitesse "dangereuse" de 140 km/h, soit près du double de la li-

mite autorisée, selon le shérif du comté de Los Angeles, quand elle est sortie de la route avant d'effectuer plusieurs tonneaux à Rancho Palos Verdes, près de Los Angeles.

BREVES

Amouzou Tété part " satisfait de son bilan "

Amouzou Tété Antonio n'est plus le président de l'Association Sportive de la Forêt Sacrée (ASFOSA) Football Club. Un Comité de redynamisation a pris place à l'issue de l'assemblée générale ordinaire tenue le samedi 20 novembre 2021 à Lomé.

"J'ai été un artisan pour la mise en place de ce comité de redynamisation de commun avec les chefs traditionnels et le Maire de la Commune Golfe 1, a déclaré Amouzou Tété. Vous savez que la gestion d'un club de football n'est pas aisée. C'est difficile parce qu'il faut prendre toutes les dispositions pour que l'équipe aille dans le bon sens donc il y a beaucoup de choses autour de la gestion. Les 17 ans que j'ai passés à la tête de ce club dans le cadre de la gestion sont vraiment lourds. Je suis vraiment content que je passe la main à une nouvelle équipe pour continuer la lutte que j'avais engagée. C'est un ouf de soulagement parce que je n'aurai plus à jouer les premiers rôles".

Elu le 12 août 2006 à la tête du club de la Forêt sacrée pour la première fois comme président lors du congrès de la renaissance, l'emblématique capitaine des oranges et noirs, sera réélu en 2014. Au terme de son mandat en 2019, il a voulu passer la main, mais a été contraint d'y rester encore pendant 2 années supplémentaires pour défaut de candidature.

Cette situation a amené l'ancien joueur de l'ASFOSA à entamer des discussions avec les garants des us et coutumes de la communauté Bè, les responsables de la Commune du Golfe 1 ainsi que des acteurs des organisations du milieu pour trouver des voies et moyens pour redonner vie au club. C'est cette démarche qui a abouti à la mise en place de ce comité de redynamisation composé de: Président, Joseph Koamy Gomado (Maire de la Commune Golfe1).

Après avoir marqué le football togolais dans les années 80-90, ASFOSA connaîtra une traversée du désert. A la suite du congrès de la renaissance en 2006, l'équipe chère au feu "Tadjin" reviendra sur les feux des projecteurs. Malheureusement, l'homme de ce renouveau ne parviendra pas en 15 ans d'exercice à la tête du club à réaliser son rêve: celui de monter le club en première division. La relégation au cours de la saison 2020-2021 en troisième division a provoqué un émoi au sein des fans de cette équipe.

Rencontre avec les Talibans

Rencontre au sommet, cette semaine, entre le CIO et le pouvoir en place en Afghanistan. Une délégation de l'instance olympique s'est rendue à Doha, au Qatar, pour y rencontrer plusieurs dirigeants de la Direction générale afghane de l'éducation physique et des sports.

En tête de cortège, Nazar Mohammad Mutmaeen, un membre du cabinet du gouvernement provisoire. Cette rencontre à Doha constitue une première depuis la prise de Kaboul par les Talibans en août dernier. "Au cours de la réunion, les représentants afghans ont déclaré qu'ils étaient fermement résolus à suivre et à respecter la Charte olympique", a expliqué le CIO dans un communiqué. La déclaration de l'instance olympique se veut très sobre, mais elle laisse entendre que les athlètes afghans pourraient participer aux Jeux d'hiver de Pékin 2022.

Le communiqué du CIO poursuit: "Les deux parties ont réitéré le droit fondamental d'accéder au sport et de le pratiquer en toute sécurité pour tous les individus sans discrimination. Les deux parties considèrent que les discussions ont été constructives et ont convenu de poursuivre le dialogue."

Le CIO a précisé par ailleurs qu'il reconnaissait toujours le comité national olympique actuel en Afghanistan. En cas de participation aux Jeux de Pékin, les Afghans porteraient donc le nom et les couleurs de leur pays. Ils ne seraient pas engagés comme athlètes neutres, sous drapeau olympique, comme cela se fait pour un pays dont le comité national olympique n'est plus reconnu par le CIO.

Mauricio Pochettino prêt à quitter le PSG

Mauricio Pochettino va-t-il refaire le même coup au Paris Saint-Germain? Pour rappel, à l'issue de la saison 2020/2021, le coach du club de la capitale semblait disposé à faire son retour en Premier League, du côté de Tottenham. Les rumeurs se sont multipliées durant tout l'été, mais l'Argentin est finalement resté en poste. Mieux, il a même été prolongé jusqu'en 2023.

Sauf que le silence assourdissant de Pochettino en a dérangé plus d'un. Et aujourd'hui, l'ancien défenseur fait encore parler de lui. Hier, après le limogeage d'Ole Gunnar Solskjaer, la presse anglaise a immédiatement fait savoir que Pochettino était la cible numéro 1 de Manchester United pour remplacer le Norvégien. Une information confirmée ce lundi matin outre-Manche.

Face à l'intérêt manucunien, Pochettino ne serait pas insensible à l'idée de traverser à nouveau la Manche. Toutefois, l'ensemble de la presse anglaise indiquait qu'une arrivée à Old Trafford était plutôt envisagée en vue de la prochaine saison. C'était avant que le Daily Mail n'affirme le contraire. Tout comme TalkSPORT. En clair, Pochettino serait prêt à lâcher le PSG dès à présent!

Une information qui, en temps normal, apparaîtrait peu crédible. Mais le feuilleton estival et les dernières déclarations de Pochettino sur son poste à Paris laissent clairement la porte ouverte à un tel scénario. D'autant plus que l'autre entraîneur courtisé, Zinedine Zidane, ne serait pas chaud. Peut-on alors assister à un jeu de chaises musicales? En effet, il convient de vous rappeler que nous vous annoncions en exclusivité que ZZ était enfin prêt à écouter le PSG...

GUERRE DU SOJA AU TOGO

Entre le Conseil interprofessionnel et les 3 types de spéculateurs, qui va la gagner ?

Jean AFOLABI

La filière soja aiguisé les appétits. En fin de semaine dernière, le Conseil interprofessionnel de la filière soja du Togo a dû prendre deux mesures en urgence, face au désordre et au dérèglement traduit par la flambée vertigineuse des prix : suspension de tout convoiement du soja graine sur toute l'étendue du territoire nationale à destination de Lomé à compter du samedi 20 au mardi 23 novembre 2021 ; et fermeture de tous les magasins de soja à Lomé et à l'intérieur du pays. Et hier 22 novembre 2021, les acteurs nationaux de la filière soja au Togo (commerçants, exportateurs, etc.) se parlent pour un retour à la sérénité. « On ne vendra plus au Togo acheter le soja si on ne participe pas à

l'essor de la filière. Vous pourriez avoir le meilleur marché qu'il faut, la meilleure offre qu'il faut, mais tant que vous ne contribuez en rien lors de la campagne, impossible d'avoir la production. Cette année on est face à une situation qui est différente des autres années. La position du Togo et l'exploit qu'on a fait depuis ces 3 dernières années a attiré beaucoup de personnes dans la filière. C'est normal et il est de notre pouvoir de remettre de l'ordre », rapporte le confrère en ligne agridigitale.net, citant le Conseil.

Entre ces deux faits, le Consultant agricole, Lambert D. Nayingte, met sur la place publique une tribune qui classe les spéculateurs du soja togolais.

« La campagne de vente du soja vient juste de commencer au Togo,

avec son cortège de spéculateurs. Comme d'autres produits agricoles, le soja fait de plus en plus l'objet de spéculations. Aujourd'hui, il est possible à tout le monde de spéculer sur les produits agricoles ; on est dans l'ère de l'économie de marché c'est-à-dire une économie où les investisseurs sont nombreux, que chacun à l'échelle individuelle n'a pas d'incidence sur l'évolution des prix.

Selon nos analyses, nous pourrions ressortir **trois types de spéculateurs au Togo**. Les premiers spéculateurs sont les **agriculteurs** ou les producteurs agricoles qui, pendant la campagne agricole, font des courbettes, des doléances pour avoir des semences chez les acteurs réguliers du secteur. Pendant cette période, toutes les promesses sont possibles ; pire, ils



acceptent de prendre les semences à n'importe quel prix en pariant sur leurs récoltes à venir. N'ayant plus d'argent et ne pouvant pas prévoir à quels prix seront vendues leurs récoltes, ils vont jusqu'à prendre des avances chez les distributeurs de semences pour les travaux de labours et de préparation du champ, en leur promettant la vente du produit à la fin des récoltes.

Les deuxièmes spéculateurs sont les **femmes** qui exercent depuis dans le secteur, par l'achat et la vente des céréales dans la sous-région. Elles sont prêtes, avec des surliquidités, pour les achats dans le but de faire le stockage en attendant de se faire plus de profits.

Enfin, les troisièmes spéculateurs sont des **investisseurs étrangers** parfois appuyés par les banques locales incapables de supporter la production, de finan-

cer les semences. Ces banques sont incapables d'assister les opérateurs économiques locaux du secteur à prospérer, en préférant financer l'achat des produits que la production. Nous avons récemment appris qu'une banque locale a financé, à coup de milliards, la collecte et l'achat du soja ; c'est de la spéculation pure. L'arrivée en masse de ces investisseurs profite donc aux banques qui deviennent complices des spéculateurs.

A terme, il est possible que l'effet de liquidité qui attire les banques l'emporte sur le manque de visibilité, donc positif pour les banques mais très néfaste pour les agriculteurs ou les producteurs car, à court terme, les fournisseurs de semences, qui sont aussi des acteurs clés du secteur ayant financé les semences par leurs propres fonds et ne voulant pas faire le jeu des spéculateurs, vont préférer ne plus offrir des semences pour les

campagnes à venir. Si nous devrions offrir et financer les semences sans les banques de la place au profit des agriculteurs, financer une partie des services de labours sans avoir accès aux crédits des banques et, au final, les producteurs refusent de vendre les produits aux prix planchers, avec une marge de 10% voire 15% de prix bord champ permettant aux acteurs de se retrouver dans leur chiffre, ce jeu devient dangereux et néfaste aussi pour les producteurs de provendes locales et très dangereux pour la sécurité alimentaire du pays.

Rappel : pour la campagne d'achat et de commercialisation du soja 2021-2022, 250.000 tonnes de graines de soja vont être commercialisées contre 150.000 tonnes un an plus tôt. Le prix du kilogramme sera de 205 francs Cfa contre 186 francs Cfa en 2020. Ce prix est aujourd'hui secoué par la spéculation. Sur ces 250.000 tonnes, le président du Conseil, Komla Kadzaka, avait indiqué que 36.000 tonnes seront destinées à la transformation locale. « L'interprofession demande à tout exportateur ayant un contrat pour l'exportation de réserver une part pour les unités de transformation locales afin d'éviter la pénurie de matières premières au cours de l'année pour ces unités. Le bureau du conseil veillera au respect de cette mesure ».



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des marchandises sous douane en souffrance en ces moments de pandémie de la COVID-19, et afin de décongestionner les Magasins et Aires de Dédouanement/ Entrepôts pour inciter aux nouvelles commandes de fin d'année, il est institué une mesure de dépréciation des valeurs conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National.

Celle-ci couvre la période du 1er octobre au 15 décembre 2021.

Le bénéfice de la présente mesure de dépréciation de la valeur de ces marchandises sous douane en souffrance dans les MAD, entrepôts, ... est subordonné à une demande préalable marquée simplement par le dépôt du dossier du requérant auprès de la Compagnie Technique d'Evaluation et de Contrôle (COTEC).

I. CAS DES VEHICULES

Sont concernés par la présente dépréciation, les véhicules ayant plus de cinq (5) ans d'âge dans les conditions ci-dessous :

- Un taux de dépréciation de 25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux Magasins et Aires de Dédouanement est comprise entre le 1er janvier et le 15 décembre 2021 ;
- Un taux de dépréciation de 30% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020 ;
- Un taux de dépréciation de 35% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019 ;
- Un taux de dépréciation de 40% pour les véhicules dont la date d'entrée est antérieure au 1er janvier 2019.

II. CAS DES AUTRES MARCHANDISES

En ce qui concerne les autres marchandises en souffrance, une inspection préalable sera effectuée par les services des douanes afin de proposer pour chaque cas de figure, un taux de dépréciation approprié.

Les produits pétroliers ne sont pas concernés par la présente mesure de dépréciation.

III. CAS DES EPAVES ET AVARIES

La dépréciation de la valeur en douane des épaves et avaries tiendra compte du degré de dégradation ou d'avarie et sera effectuée par les services des douanes désignés à cet effet.

Il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2021 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus.

Au-delà du 31 décembre 2021, tout accord de dépréciation obtenu n'ayant pas fait l'objet d'un faire-valoir de droit à la date limite mentionnée ci-haut est considérée comme nul et de nul effet.

La présente note de service prend effet à compter de la date de sa signature et prend fin le 31 décembre 2021.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour la réussite de cette opération.

Fait à Lomé, le 1^{er} octobre 2021
Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE



CASCADE DE WOMÉ

Le site en travaux d'aménagement reçoit la visite de Dogbé

Dans sa stratégie de redynamisation du tourisme, le gouvernement togolais a entrepris des travaux d'aménagement du site de la cascade de Womé, dans le Kloto, dans le but de renforcer son attractivité. Et de mettre un accent particulier sur le développement d'un tourisme de loisirs au Togo. « Ici à Womé, nous avons transformé le site, avec la construction d'une guérite, d'une salle d'attente et d'accueil, d'un restaurant, des reposoirs et, dans les prochains jours, d'un lieu d'hébergement pour ceux qui voudront passer un peu plus de temps sur le site de la cascade de Womé. Nous avons également investi dans la réfection de la piste d'accès du site dont les travaux sont en cours », a indiqué le ministre Kossi Gbényo Lamadokou de la Culture et du tourisme.

Cette réhabilitation fait la fierté de la population locale, et est saluée par tous. « Ce site va apporter beaucoup d'avantages pour notre mi-



lieu et tout le Togo », a déclaré Togbui DZEDOU V, chef de canton de Womé, président du conseil des chefs traditionnels de la préfecture de Kloto. Le maire de la commune de Kloto 1, Winny Dogbatsè, a de son côté remercié les autorités publiques pour les travaux.

L'œuvre a fait l'objet d'une visite, samedi 20 novembre 2021, du Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé, aux fins d'apprécier les travaux d'aménagement qui y sont

réalisés. Dans son mot de circonstance, Mme le Premier ministre a transmis les salutations du chef de l'Etat aux populations de Womé, avant d'échanger avec elles sur la vision de développement du gouvernement et les grands axes de la Feuille de route. Elle a, par ailleurs, sensibilisé les populations sur les mesures barrières et la vaccination pour lutter contre la pandémie du coronavirus.

Orientation académique

Etonam Sossou

Les diplômés universitaires ou professionnels sont, les éléments qui donnent l'opportunité aux jeunes de trouver un épanouissement social grâce aux emplois et aux privilèges qui en découlent, le salaire notamment. Mais, tout commence par le choix d'une filière. Cette étape est déterminante pour l'avenir de nombreux jeunes. Cependant, plusieurs facteurs interviennent dans cette décision importante de la vie d'un homme.

« Que feras-tu plus tard ? »

Les yeux fermés, Jessica, huit ans, 2répond sans hésitation à la question qui lui est posée : « Je vais être vétérinaire, comme maman ». La jeune fille ne sait que bien peu de choses sur le métier et ses contours. Mais, elle parvient tout de même à disserter sur l'essentiel. « Un vétéri-

naire soigne les animaux », affirme la petite, pleine d'assurance. Edith, sa mère, n'est pas pour rien dans le choix « précoce » de Jessica. « J'avoue que je lui répète souvent qu'elle fera le même métier que moi. C'est un peu mon rêve. Après, ce sera à elle de décider. Elle n'a que huit ans, elle pourra changer et faire ce qu'elle veut vraiment si elle le souhaite. Je serai toujours là pour la guider », promet Edith.

De nombreux parents n'ont pas l'ouverture d'esprit de la vétérinaire. Ils décident du parcours académique de leurs enfants, sans aucune négociation possible. Certains enfants se rebellent. D'autres se plient aux quatre volontés de leurs parents, jusqu'à ce qu'ils en aient marre à leur tour. Sylvie T. est diplômée de l'Ecole nationale de l'administration (ENA), l'une des écoles les plus prestigieuses et sollicitées par les

jeunes au Togo. Elle avait accepté d'y accéder pour contenter ses parents, tous deux cadres de l'administration camerounaise. Puis, un jour, alors qu'elle avait elle aussi entamé sa carrière dans la Fonction publique, Sylvie a tout simplement démissionné. « Je n'en pouvais plus de tout ça. Je n'étais pas d'accord avec le fonctionnement et les manières de travailler. Je crois que j'étais simplement pas faite pour ça », raconte-t-elle. Depuis, la jeune femme a lancé sa propre affaire qui marche plutôt bien. L'expérience de Sylvie laisse perplexe William. Celui-ci n'aurait jamais lâché une telle opportunité. Lui, n'a pas eu la chance d'être entouré de parents nantis. Après l'obtention de son Baccalauréat C, il n'aura d'autre choix que de s'inscrire à la Faculté des sciences de l'université de Lomé. « Je passais des moments très diffi-

ciles. L'argent que mes parents m'envoyaient suffisait à peine pour payer mon loyer, ma nourriture et mes documents de travail », se souvient William. Il décide d'arrêter ses études au bout de deux ans, et se met à son compte. A l'époque, l'idée est de mettre un peu d'argent de côté pour pouvoir réaliser le seul rêve à sa portée : intégrer l'Ecole normale supérieure d'Atakpamé pour devenir enseignant de mathématiques. Cependant, sa solution provisoire a duré dix ans. Dix ans à vendre des livres de seconde main au Grand marché. Aujourd'hui, il est trop tard pour postuler à l'entrée de l'Ecole normale. Mais, William peut se consoler. Il est propriétaire d'un établissement de ventes d'appareils électroménagers.

Le choix des filières au niveau de l'enseignement supérieur est tributaire de nombreux facteurs. En plus de l'influence des parents, il y a

l'épineuse question des moyens. Comme William, Aïcha en sait quelque chose. Elle, qui rêvait d'études en Europe, a dû surseoir à ses ambitions après l'obtention de son diplôme il y a deux ans. La jeune fille en a fait une crise mais a bien été obligée de se faire une raison. « Il faudra attendre », a dit son père. Alors, elle attend patiemment.

Par ailleurs, les opportunités motivent le choix de certains jeunes. En effet, il arrive qu'un bachelier profite de la position « privilégiée » d'un de ses proches parents pour intégrer une grande école ou une institution prestigieuse, simplement pour s'assurer d'un avenir à l'abri du besoin. Parfois même, le diplômé saisit la perche contre son gré, après avoir cédé aux pressions familiales. Il arrive aussi que, sans rendre compte, un jeune bachelier suive tout bonnement ses amis du secondaire pour ne pas devoir nouer de nou-

velles relations dans sa nouvelle vie d'étudiant. Celui-ci se retrouve alors dans une filière avec des matières qu'il comprend peu ou pas. Et, si avec ça il ne s'applique pas pour obtenir de bonnes notes, il a plus de chances d'abandonner au bout de nombreux échecs que de s'acheminer vers une carrière professionnelle réussie.

Pour finir, il existe des personnes (une minorité) qui se laissent simplement guider par leur passion. En y ajoutant une bonne dose de travail et de persévérance, ceux-ci s'accrochent à leurs objectifs sans jamais céder du terrain. Ils savent exactement ce qu'ils veulent faire. Ceux-là, quand ils parviennent à intégrer les classes dans les filières qu'ils souhaitent, sont les plus chanceux, surtout dans un contexte où il est plus évident de faire avec ce que l'on a, à défaut de faire avec ce que l'on veut.

Commerce parallèle de tabac

50 milliards de pertes fiscales, dont 20 en UE et 10 en Afrique

Etonam Sossou

Certes, en apparence, le défi ne semble pas très difficile à surmonter. Sur la forme et contrairement à beaucoup de textes juridiques, le Protocole est écrit de façon simple et intelligible par tous. Sur le fond, il vise à mettre fin à un fléau qui touche de façon croissante tous les pays du monde, celui du commerce parallèle de tabac, qui se traduit partout par une aggravation du tabagisme, et donc du nombre de fumeurs (notamment chez les adolescents), par des coûts sanitaires, par des pertes fiscales, et par de nouveaux vecteurs de financement des organisations de criminalité organisée. L'Organisation Mondiale de la Santé (oms) estime que 12% des six mille milliards de cigarettes commercialisées dans le monde font l'objet d'un commerce parallèle, ce qui représente une perte fiscale pour les Etats de quelque 50 milliards d'euros par an, dont 20 milliards pour les Etats de l'UE et 10 milliards pour ceux d'Afrique.

En réalité, le Protocole de l'OMS, depuis son élaboration en 2012, est l'objet d'une intense campagne de

lobbying des cigarettiers pour empêcher l'entrée en vigueur et la mise en œuvre, le Protocole étant un de leurs pires cauchemars.

Un commerce parallèle de tabac organisé à 98,8% par les fabricants ?

En effet, pour mettre fin au commerce parallèle de tabac, le Protocole de l'OMS prévoit que tous les pays devront mettre en place des systèmes de traçabilité de tous les produits du tabac, de façon totalement indépendante des cigarettiers, mais financés par eux. La raison est simple : l'OMS, comme toutes les associations antitabac et tous les experts indépendants, sait que l'essentiel du commerce parallèle de tabac est organisé et alimenté par les cigarettiers eux-mêmes, pour contourner les législations et mesures fiscales contre le tabagisme. Plusieurs élus, comme le député européen Philippe Juvin, ou le député français François-Michel Lambert, considèrent que 98,8% du commerce parallèle de tabac sort directement des usines des cigarettiers. Avec l'application du Protocole de l'OMS, ce « petit trafic entre amis » ne serait plus possible. Il est inté-

ressant de noter que les cigarettiers, pourtant d'habitude très procéduriers, n'ont jamais tenté de contester ces chiffres. Peut d'un débat parlementaire public ?

Officiellement bien sûr, les cigarettiers, comme le rappellent hypocritement leurs sites internet, soutiennent le Protocole de l'OMS. En réalité, comme l'Agence Reuters l'a très bien décrit en juillet 2017 dans les « Philip Morris files », ils ne cessent de le combattre, de le contrer, en empêchant sa ratification ou sa mise en œuvre. Une duplicité qui n'a rien de nouveau tant l'histoire contemporaine recèle de telles manœuvres de leur part... Ainsi, de façon à peine voilée, l'industrie du tabac ferait du chantage à la fermeture d'usines et donc aux licenciements, du chantage à l'arrêt du financement de la vie politique et des campagnes électorales dans les pays où c'est encore possible, finance des études sujettes à caution sur la nature du commerce parallèle, verserait des « subventions » récompensant de « bonnes pratiques » par le biais de pseudo-fondations. L'industrie du tabac utilise aussi d'autres moyens à la limite du légal...

Vaccination gratuite des animaux domestiques pour la campagne 2021

Diminuer l'incidence de la rage canine et protéger l'homme

La campagne nationale de vaccination contre la rage canine au Togo (campagne 2021) a été lancée jeudi 18 novembre 2021 à Kara, à 120 km environ au nord de Lomé, en vue de l'éradication de cette maladie. Pour cette campagne, le gouvernement et ses partenaires ont mobilisé 250.000 doses pour une vaccination gratuite des animaux domestiques sur toute l'étendue du territoire nationale. L'objectif de cette campagne nationale de vaccination contre la rage au Togo est de : diminuer l'incidence de la rage et protéger l'homme, le chien et autres animaux sensibles, indique le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et du développement ru-

ral.

La rage, selon les médecins vétérinaires, est une maladie virale qui affecte tous les mammifères à sang chaud. Elle est due à un Lyss virus transmis par morsure, griffure ou léchage d'une plaie pour la plupart du temps. C'est une zoonose (atteint à la fois l'animal et l'homme) dont l'importance est d'abord médicale : tous les cas de rage humaine sont d'origine animale. Et la rage, lorsqu'elle est cliniquement déclarée chez l'homme ou chez l'animal, est toujours mortelle à 100%, selon la direction de l'élevage.

Docteur Komlan Batawui, directeur de l'élevage du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et du dé-

veloppement rural, a saisi l'occasion pour remercier le gouvernement et les partenaires pour les dispositions prises pour permettre qu'en un mois les agents puissent vacciner les animaux proches de l'homme et surtout en subventionnant le vaccin. Et d'indiquer qu'à travers cette campagne, le gouvernement est en train de montrer son attachement au bien-être des populations. Il a exhorté les agents vaccinateurs à tout mettre en œuvre pour atteindre, pendant la période, le seuil maximum de vaccination des animaux concernés.

Source : Ministère de l'Agriculture.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°669
de LOTO KADOO du 15 Octobre 2021

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 670^e tirage de LOTO KADOO avec bonus. Lors du précédent tirage de LOTO KADOO, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs dans toutes les villes du pays.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS,
UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE !
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°674 de LOTO KADOO du 19 Novembre 2021

Numéro de base

Numéros bonus

51 67 72 10 63 66 05

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°225
DE LOTO Sam du 16 Octobre 2021

Le tirage N°226 du LOTO Sam a eu lieu au siège de la LONATO, Samedi 23 Octobre 2021 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Samedi dernier, ce sont essentiellement des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs qui ont été enregistrés qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs sur l'ensemble du territoire..

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

LOTO Sam

Résultats du tirage N°230 de LOTO SAM du 20 - 11 - 2021

Numéro de base

21 33 84 19 01



LE CADEAU **TM**oney AVANT LES FÊTES !

Frais de retrait en F CFA

Montant	Ancien tarif	Nouveau tarif
1 000 F	150 F	8 F
5 000 F	150 F	40 F
15.000 F	450 F	120 F
50.000 F	900 F	400 F
100.000 F	1 800 F	800 F
200.000 F	3 600 F	1600 F

Frais de retrait : **0,8%** Frais de transfert : **0,2%**

Promo valable jusqu'au 31 décembre 2021

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

